

Les Nigériens considèrent que la violence conjugale est une affaire privée

Dépêche No. 751 d'Afrobarometer | Siddo Moumouni, Hassana Diallo et Komi Amewunou

Résumé

Selon l'opinion publique en Afrique, les violences basées sur le genre (VBG) sont aujourd'hui le plus grand des défis liés à l'égalité entre les genres que les gouvernements et la société doivent relever (M'Cormack-Hale, Patel, & Diouf, 2023).

Au Niger, les formes les plus courantes de VBG sont les violences psychologiques, les dénis de ressources et les violences physiques (UNICEF, 2021). Près de quatre femmes sur 10 sont victimes de violence pendant leur vie (Initiative Spotlight, 2021). Trois quarts des filles ont été contraintes au mariage avant l'âge de 18 ans, et trois sur 10 avant l'âge de 15 ans (Philipose, Toure, & Verhulst, 2018). Cependant, rares sont les cas de violences sexistes qui sont dénoncés aux autorités, et les appels pour aider les filles en proie au mariage forcé à cause des pesanteurs socioculturelles et le manque de confiance à la justice (Gender-Based Violence Area of Responsibility, 2023).

Parallèlement à l'adoption d'une Stratégie Nationale de Prévention et de Réponse aux Violences Basées sur le Genre, le Niger mène des actions en collaboration avec ses différents partenaires de développement. « L'argumentaire Islamique pour la Promotion des Droits de la Femme et de l'Enfant au Niger » a été produit pour renforcer les capacités des leaders religieux afin d'améliorer leurs interprétations des textes religieux concernant les VBG et lutter contre les stéréotypes qui sont propagés contre les femmes sur des bases religieuses (Oumarou & Ahmed, 2011). Un système para-juridique de proximité de même que des spécialistes de prise en charge de cas de VBG ont été déployés dans les communautés pour écouter et assister les victimes de VBG (Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 2017 ; Fonds des Nations Unies pour la Population, 2020).

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire d'Afrobarometer Round 9 (2021/2023) pour explorer les expériences et les perceptions des Nigériens sur les violences basées sur le genre.

D'après les résultats, la majorité des Nigériens pensent qu'il est justifié qu'un homme utilise la force physique pour discipliner sa femme et estiment que la violence conjugale est une affaire privée à régler en famille. Si pour plus de la moitié d'entre eux l'usage de la violence par les hommes contre les femmes et les filles n'est pas courant dans leur communauté, plus d'un tiers des Nigériens disent que cette pratique est courante.

Par ailleurs, les citoyens nigériens estiment probable qu'une victime de VBG qui porte plainte soit critiquée, harcelée ou humiliée par les membres de sa communauté, même s'ils sont convaincus que la police prendra au sérieux cette plainte.

Enfin, les violences sexistes constituent l'une des quatre principales questions liées à l'égalité des genres et aux droits des femmes à relever par le gouvernement et la société selon les

Nigériens, qui sont majoritairement satisfaits des efforts de leur gouvernement dans la promotion des droits des femmes mais demandent encore davantage sur ce plan.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Niger, conduite par le Laboratoire d'Etudes sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL), s'est entretenue avec 1.200 adultes nigériens en juin 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Niger en 2013, 2015, 2018 et 2020.

Résultats clés

- Plus de la moitié (52%) des Nigériens estiment qu'il est justifié qu'un homme use de la force physique pour discipliner sa femme.
- Une forte majorité (89%) des citoyens pensent que la violence domestique est une affaire privée à résoudre en famille et non une affaire pénale.
- Un tiers (35%) des citoyens affirment qu'il est courant pour les hommes d'utiliser la violence contre les femmes et les filles dans leur communauté.
- Six Nigériens sur 10 (60%) pensent qu'il est probable que les victimes qui portent plainte soient critiquées ou harcelées par les membres de leur communauté.
 - Cependant, une écrasante majorité (82%) des répondants pensent qu'il est aussi probable que la police prenne au sérieux les plaintes contre les VBG.
- Les violences sexistes constituent l'un des quatre principaux défis liés à l'égalité des genres et aux droits des femmes à relever par le gouvernement et la société, selon les Nigériens.
- La majorité des Nigériens approuvent les efforts de leur gouvernement pour promouvoir les droits des femmes (59%) mais exigent encore plus dans ce secteur (70%).

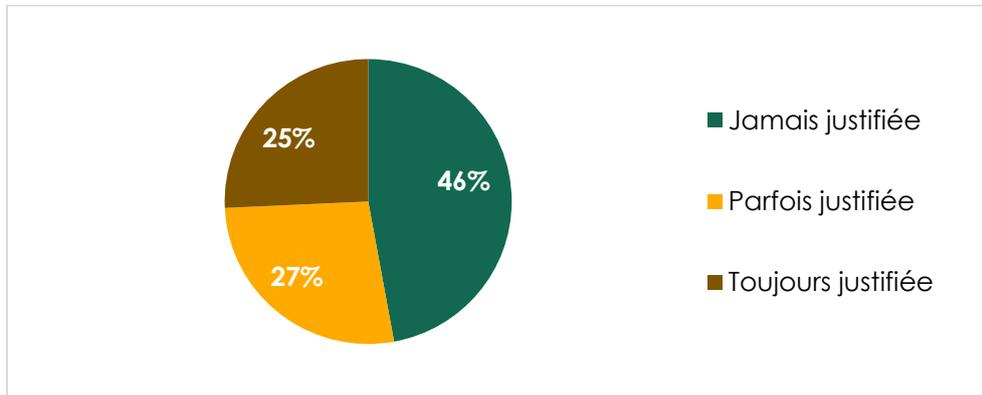
Perceptions sur la VBG

Les violences conjugales sont le type de violences sexistes les plus répandues au Niger (Agence Nigérienne de Presse, 2021). Plus de la moitié (52%) des Nigériens estiment qu'il est justifié qu'un homme utilise la force physique pour discipliner sa femme, contre 46% qui disent que cela n'est « jamais » justifié (Figure 1).

Fait remarquable, les femmes sont légèrement plus enclines que les hommes de penser qu'il est justifié qu'un homme utilise la force physique pour discipliner sa femme (54% vs. 51%) (Figure 2). Cette perception est également plus répandue parmi les non-instruits (55%), les

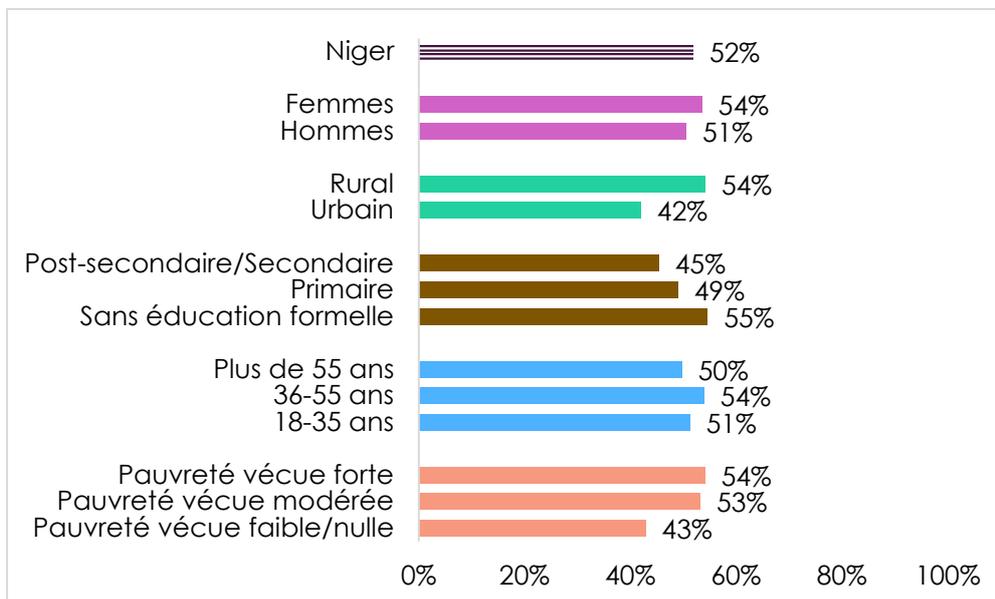
personnes vivant en milieu rural (54%) et les plus économiquement défavorisés (53%-54%) que chez les instruits (45%-49%), les citadins (42%) et les mieux nantis (43%)¹ (Figure 2).

Figure 1 : Est-il justifié qu'un homme use de la force physique pour discipliner sa femme ? | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Lorsqu'un homme impose une discipline physique sur sa femme si elle a fait quelque chose qu'il n'aime pas ou qu'il pense être fausse ?

Figure 2 : Il est justifié qu'un homme use de la force physique pour discipliner sa femme | par groupe démographique | Niger | 2022

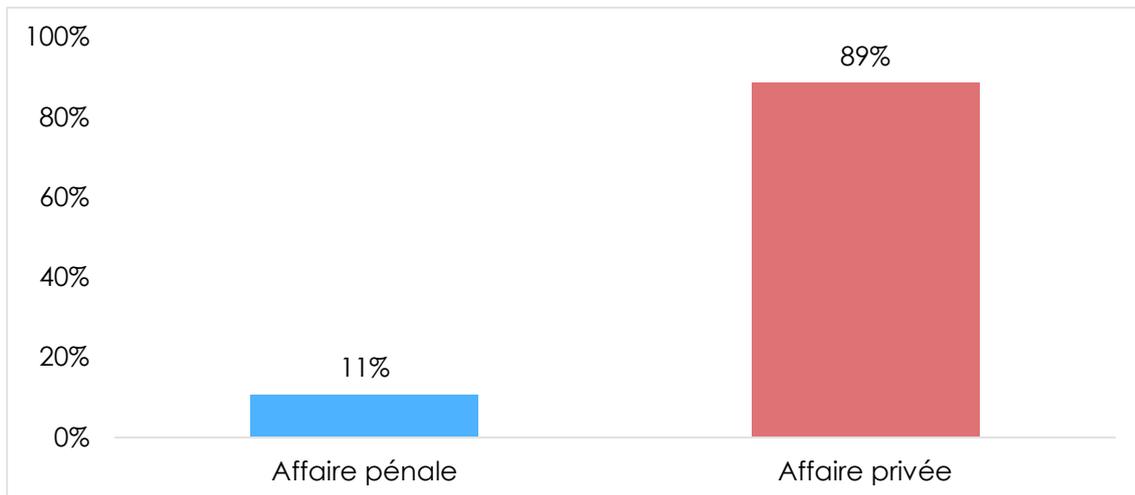


Question posée aux répondants : Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Lorsqu'un homme impose une discipline physique sur sa femme si elle a fait quelque chose qu'il n'aime pas ou qu'il pense être fausse ? (% qui disent « parfois justifiée » ou « toujours justifiée »)

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

En plus, environ neuf Nigériens sur 10 (89%) pensent que la violence domestique est une affaire privée qui doit être traitée et résolue au sein de la famille. Seulement 11% considèrent cette violence comme une affaire pénale qui nécessite l'implication des forces de l'ordre (Figure 3).

Figure 3 : Violence conjugale : Affaire pénale ou privée ? | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : La violence domestique est une affaire privée qui doit être traitée et résolue au sein de la famille.

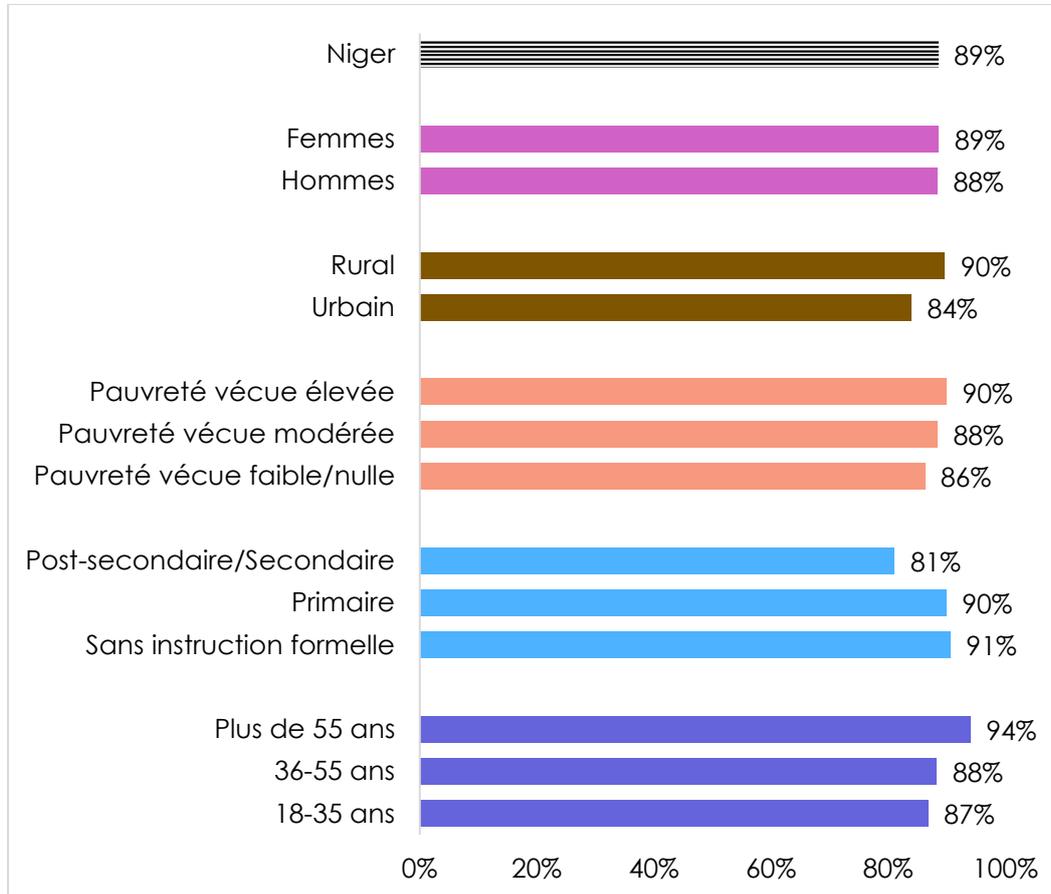
Affirmation 2 : La violence domestique est une affaire pénale dont la résolution complète nécessite l'implication des forces de l'ordre.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Les femmes et les hommes partagent les mêmes opinions sur cette question. Les plus de 55 ans (94%), les moins instruits (90%-91%), les démunis (90%) et les résidents des milieux ruraux (90%) sont plus disposés à considérer la violence conjugale comme une affaire privée que les 18-55 ans (87%-88%), les plus instruits (81%), les nantis (86%) et les citadins (84%) (Figure 4).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil
d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 4 : La violence conjugale est une affaire privée | par groupe démographique
 | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : La violence domestique est une affaire privée qui doit être traitée et résolue au sein de la famille.

Affirmation 2 : La violence domestique est une affaire pénale dont la résolution complète nécessite l'implication des forces de l'ordre.

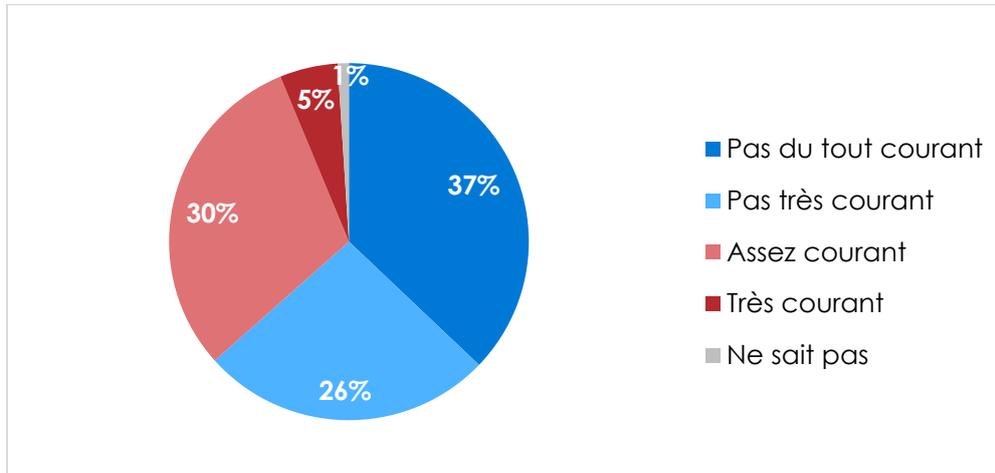
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'affirmation 1)

Même si la majorité (63%) des Nigériens ne perçoivent pas couramment les cas de violence sur les femmes et les filles dans leur communauté, beaucoup (36%) de répondants disent que cette pratique est « assez » ou « très » courante (Figure 5)².

Les violences sexistes sont plus perçues par les citadins (42%), les moins âgés (35%-39%), les plus instruits (38%) et les femmes (38%) que par leurs homologues respectifs (Figure 6).

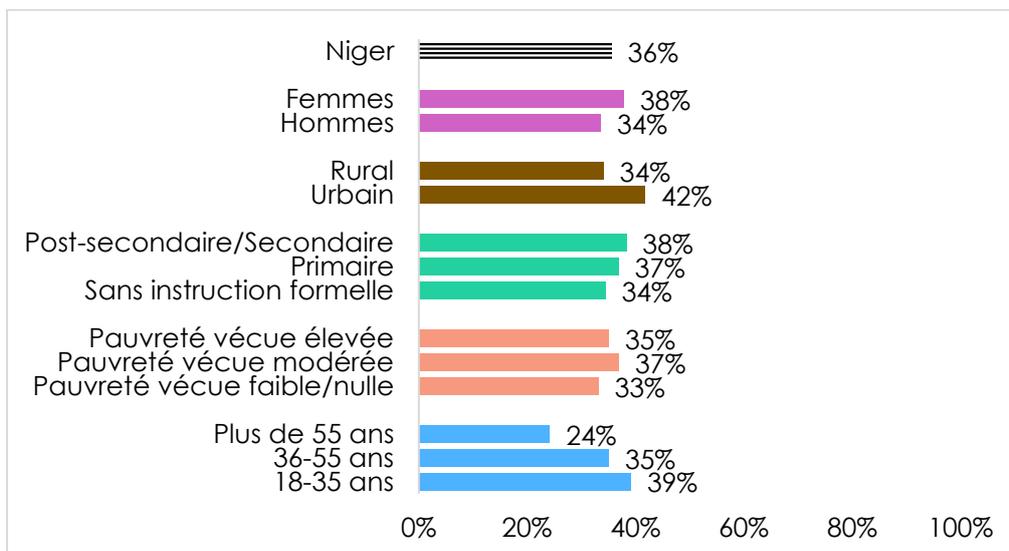
² En raison de l'arrondissement, les pourcentages des catégories combinées pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories arrondies sur les figures (par exemple 30% « assez courant » et 5% « très courant » donne 36%).

Figure 5 : Fréquence de violence sur les femmes et les filles | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Dans cette localité, dans quelle mesure pensez-vous qu'il est courant pour les hommes d'utiliser la violence contre les femmes et les filles à la maison ou dans la communauté ?

Figure 6 : Perception des VBG comme étant courantes | par groupe démographique | Niger | 2022



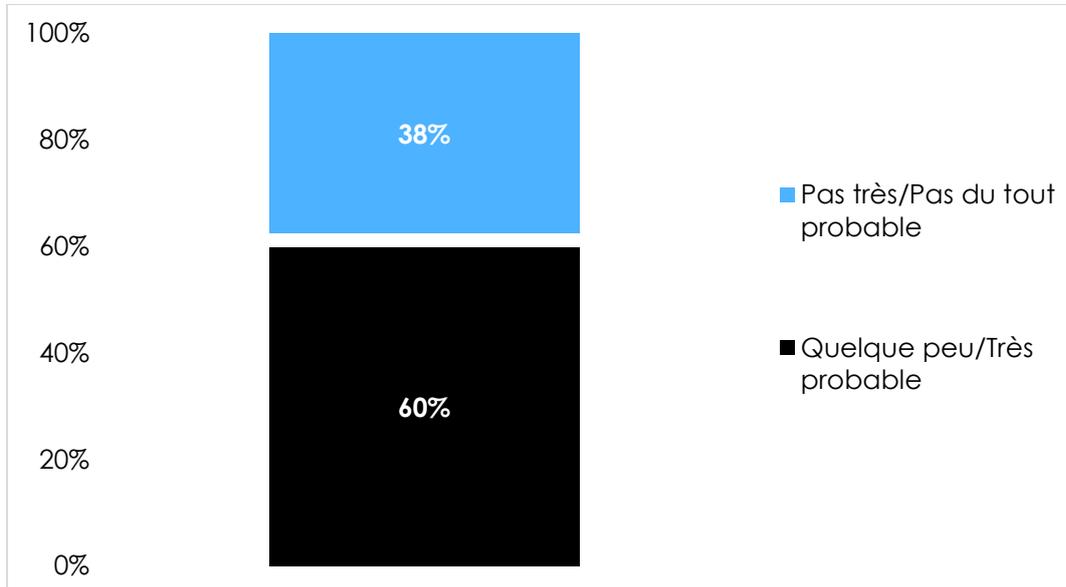
Question posée aux répondants : Dans cette localité, dans quelle mesure pensez-vous qu'il est courant pour les hommes d'utiliser la violence contre les femmes et les filles à la maison ou dans la communauté ? (% qui disent « assez courant » ou « très courant »)

Réactions face à la VBG

L'une des solutions qui s'offrent aux victimes de VBG est la plainte auprès des services compétents. Six Nigériens sur 10 (60%) disent qu'il est probable qu'une femme qui se présente à la police pour signaler un incident de violence fondée sur le sexe soit critiquée, harcelée ou humiliée par d'autres membres de la communauté (Figure 7).

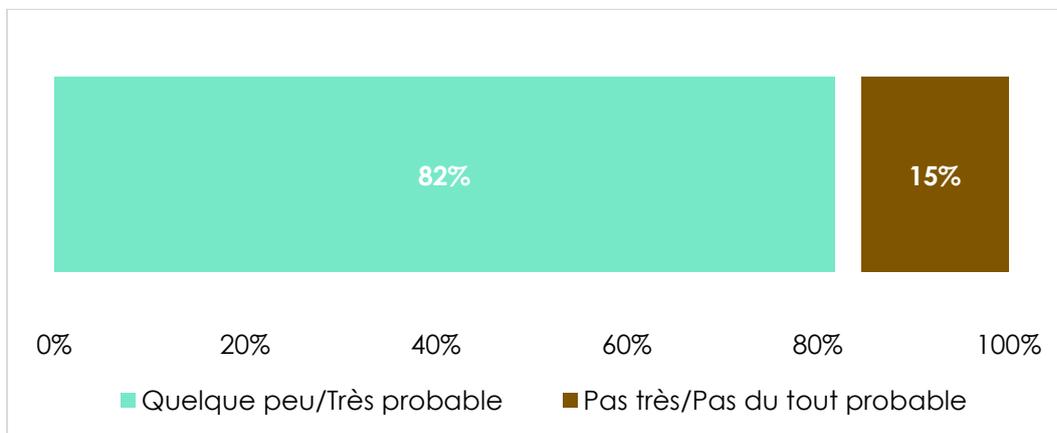
Cependant, ils sont largement (82%) convaincus que sa situation sera prise au sérieux par les forces de l'ordre (Figure 8).

Figure 7 : Réaction de la communauté envers les victimes de VBG qui se plaignent
 | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Si une femme de votre communauté se présente à la police pour signaler un incident de violence fondée sur le sexe, par exemple, pour signaler un viol ou une violence conjugale, dans quelle mesure est-il probable ou improbable qu'elle soit critiquée, harcelée ou humiliée par d'autres membres de la communauté ?

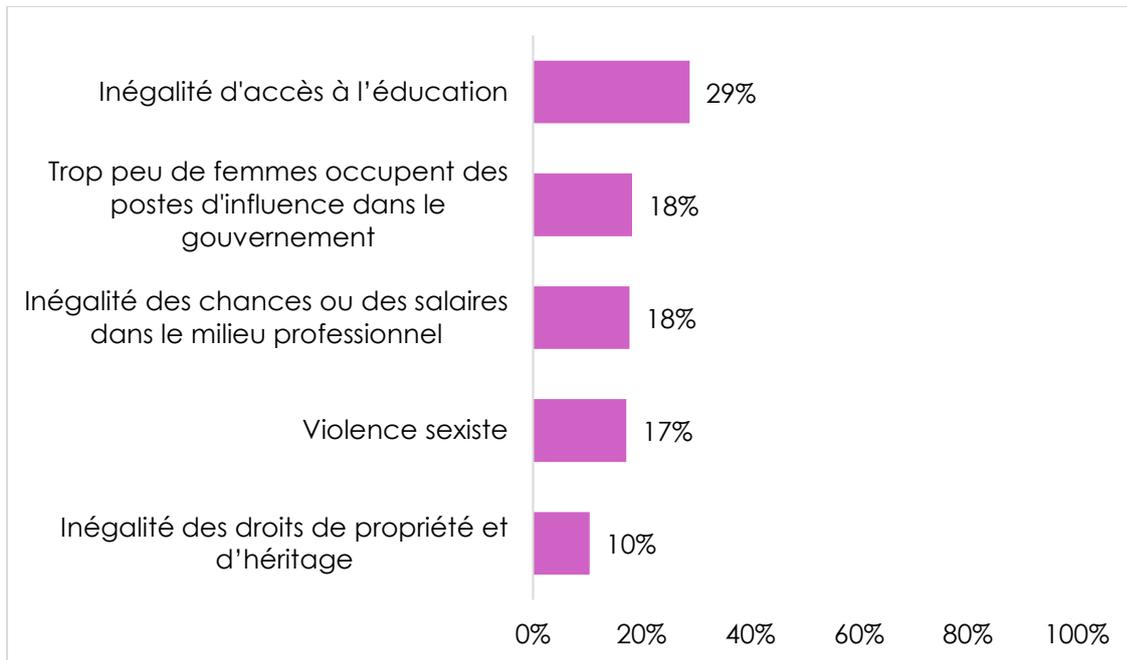
Figure 8 : La police prendra-t-elle au sérieux une plainte de VBG ? | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Si une femme de votre communauté se présente à la police pour signaler un incident de violence fondée sur le sexe, par exemple, pour signaler un viol ou une violence conjugale, dans quelle mesure est-il probable ou improbable que sa situation soit prise au sérieux par la police ?

Les pays africains font face à de nombreux défis dans leurs efforts pour atteindre l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Les violences sexistes, mentionnées par 17% des Nigériens, figurent à la quatrième place des plus importants problèmes d'égalité genre, derrière l'inégalité d'accès à l'éducation (cité par 29% des répondants), le manque de femmes à des postes d'influence dans le gouvernement (18%) et l'inégalité des chances ou de salaire en milieu professionnel (18%) (Figure 9).

Figure 9 : Plus importants défis liés aux droits des femmes | Niger | 2022

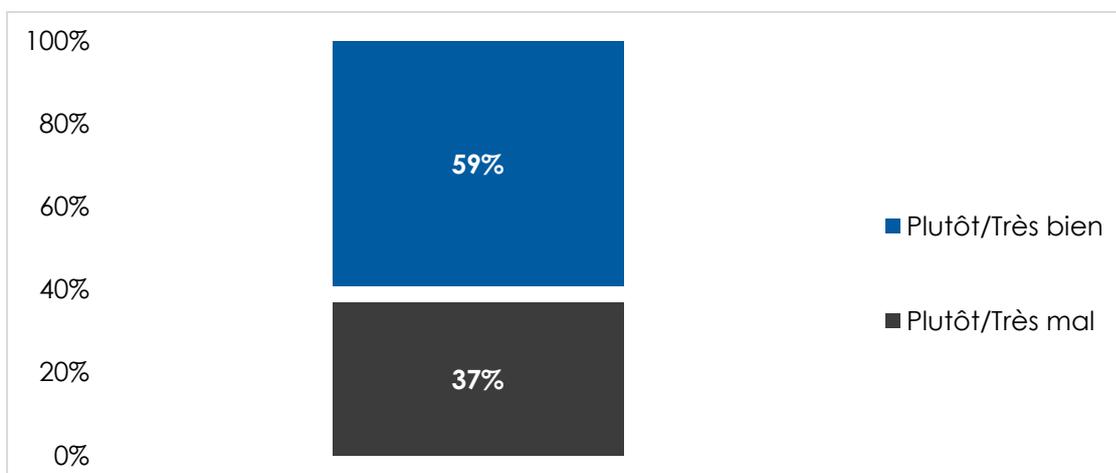


Question posée aux répondants : Selon vous, laquelle des questions suivantes liées à l'égalité des genres et aux droits des femmes est la plus importante à adresser par notre gouvernement et notre société ?

La majorité (59%) des Nigériens approuvent les performances de leur gouvernement en matière de promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes (Figure 10).

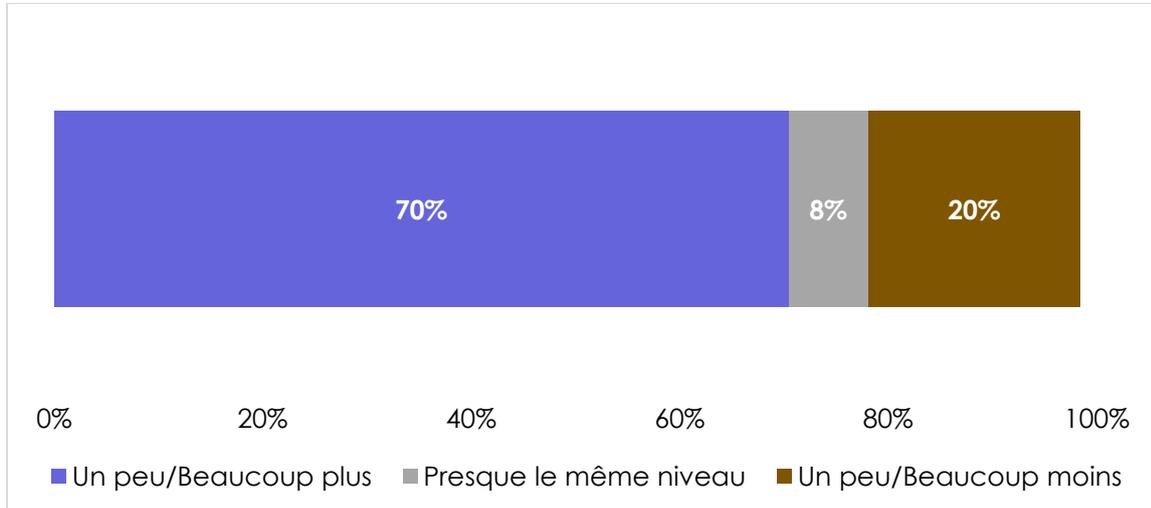
Mais ils sont encore plus nombreux (70%) à demander des efforts supplémentaires à leur gouvernement dans ce secteur (Figure 11).

Figure 10 : Performance dans la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la promotion de l'égalité des droits et des chances en faveur des femmes ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 11 : Les gouvernants devraient-ils faire plus ou moins pour promouvoir l'égalité et les droits des femmes ? | Niger | 2022



Question posée aux répondants : À votre avis, le gouvernement et les représentants élus devraient-ils faire plus, moins ou maintenir ce qu'ils font actuellement pour promouvoir l'égalité et les droits des femmes ?

Conclusion

Si « la violence conjugale est une réalité au Niger » (Agence Nigérienne de Presse, 2021), le poids des traditions ne fait qu'accentuer le fléau. Dans la conscience collective des Nigériens, la violence conjugale est une affaire privée à gérer en famille, et plus de la moitié des citoyens – des femmes aussi bien que des hommes – pensent que ce genre de comportement est justifié.

Malgré les efforts du gouvernement pour dissuader les auteurs des VBG, le phénomène persiste dans le pays. Et bien que les citoyens pensent que la police prendra au sérieux les plaintes de VBG, ils estiment probable qu'une victime de VBG qui porte plainte soit critiquée, harcelée ou humiliée par les membres de sa communauté – l'une des causes qui empêchent les victimes de dénoncer les auteurs.

Si une majorité importante de Nigériens réclament davantage d'actions de leur gouvernement en faveur de la promotion des droits de la femme, ces résultats appellent à des actions en termes de renforcement et de vulgarisation des différents textes de loi. Mais ils font également appel à la sensibilisation sur les VBG par la société civile, les leaders religieux et les médias afin qu'aussi bien les victimes, les acteurs de répression et les communautés prennent conscience de la nécessité d'une lutte commune.

Références

- Fonds des Nations Unies pour la Population. (2020). Vers une synergie d'actions contre les violences basées sur le genre au Niger.
- Gender-Based Violence Area of Responsibility. (2023). Niger : Les violences basées sur le genre (VBG) : Examen des données secondaires.
- Initiative Spotlight. (2021). Etude sur l'ampleur et les déterminants des violences basées sur le genre au Niger.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant. (2017). Stratégie nationale de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre (VBG) au Niger (2017-2021).
- M'Cormack-Hale, F., Patel, J., & Diouf, N., N. (2023). La lutte contre la violence basée sur le genre figure en tête de l'agenda des droits des femmes en Afrique. Dépêche No. 84 d'Afrobarometer.
- Oumarou, C. M. B. E., & Ahmed, E. M. M. (2011). Argumentaire islamique pour la promotion des droits de la femme et de l'enfant au Niger.
- Philipose, A., Toure, R., & Verhulst, C. (2018). Le mariage des enfants en Afrique de l'ouest et du centre. Fonds des Nations Unies pour la Population et UNICEF.
- UNICEF. (2021). Analyse rapide de genre – Niger.

Siddo Moumouni est membre du LASDEL, partenaire national d'Afrobarometer au Niger.
Email : siddom@yahoo.fr.

Hassana Diallo est chargé de la communication pour l'Afrique francophone pour Afrobarometer. Email : hdiallo@afrobarometer.org.

Komi Amewunou est rédacteur en chef adjoint pour Afrobarometer. Email : akomi@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No. 751 | 22 décembre 2023